Peut-il y avoir des politiques d'autosuffisance alimentaire ?

LES importations alimentaires africaines se sont accrues substantiellement durant les deux dernières décennies et l'aide alimentaire a triplé entre 1975 et 1985 (1) faisant de l'Afrique subsaharienne le premier destinataire mondial de ce type d'aide. Même si la dépendance alimentaire du continent africain reste faible, on s'est interrogé, à la fin des années soixante-dix sur le développement, inéluctable selon beaucoup d'observateurs, de consommations de céréales et de protéines animales d'origine extérieure ne pouvant être fournies localement, régulièrement et à des petits prix compétitifs. Le scénario tendanciel de la FAO, *Agriculture Horizon 2000*, prévoit ainsi une dégradation du taux d'autosuffisance céréalier qui tomberait de 85 % à 56 % en Afrique subsaharienne, entre 1980 et 2010. Au point que l'on a pu penser que l'Afrique allait produire ce qu'elle ne consommait plus et consommer ce qu'elle ne produisait pas. Ces inquiétudes ont alimenté des vues pessimistes, sur la capacité de l'Afrique à nourrir une population en rapide croissance et qu'ont traduit, en leur temps, les concepts de « mimétisme » et de « dépendance » alimentaires.

Cette augmentation de la consommation d'aliments importés, dans les villes surtout (2), a entraîné une prise de conscience des dangers d'une telle tendance et a rendu sensible la nécessité de promouvoir les produits alimentaires cultivés en Afrique.

Les « nouvelles » politiques d'autosuffisance et la réévaluation paysanne du vivrier

La dégradation rapide des balances des paiements à partir des années quatre-vingt a permis, dans les pays qui avaient dévalué leur

monnaie, de reconsidérer aussi leur politique d'importation. Avec des choix liant « armement extérieur » et politique libérale à l'intérieur : arrêt brutal des importations d'aliments difficiles à produire localement (blé, par exemple) et achats d'intrants (engrais, notamment) pour produire dans le pays ce qui venait jusqu'ici de l'extérieur. Sans se « déconnecter » du marché international, certains pays (Madagascar, Nigeria) ont décidé d'en faire un usage plus conforme à l'état de leurs devises et aux capacités de leurs agricultures, tout en limitant les risques de rupture d'approvisionnement et de variations du taux de change sur des machés étroits comme celui du riz, dominé par la Thailande et les USA, et dont les achats se font en dollar fluctuant. Avec bien souvent l'inconvénient de livrer un produit aux citadins à un coût politiquement inacceptable dans la conjoncture de « stabilisation » des revenus, et d'encourager les entrées clandestines.

Ailleurs, on n'a pas attendu les encouragements des officiels, le freinage des importations (Côte d'Ivoire) ou la bonne marche d'un système de péréquation (Cameroun) pour se tourner vers les productions vivrières trouvant preneur sur les marchés citadins à la suite de la baisse brutale (de 35 à 50 %) des prix d'achat au producteur des cultures familiales d'exportation.

L'objectif d'autosuffisance alimentaire proposé dans le cadre du Plan d'action de Lagos en 1980 par l'Organisation de l'unité africaine et adopté par l'ensemble des chefs d'État, retrouverait-il une nouvelle jeunesse ? Il resta longtemps un vœu pieux jusqu'à ce

* Ce papier doit beaucoup à différentes personnes, notamment celles qui ont collaboré au numéro 37 de *Politique africaine*, et aux discussions que nous avons eues avec différents responsables de la politique d'aide en Europe et aux amis du projet OCISCA du Cameroun. Nous assumons toutefois tout ce qui est avancé ici.

(1) Les importations de céréales sont passées de 2 millions de tonnes (moyennes 1961-1965), à 4,6 millions de tonnes (1973-1977) et atteignaient 8,1 millions de tonnes en 1986. L'aide alimentaire représentait plus du tiers des céréales importées : elle dépassait 3 millions de tonnes en 1985-1986 alors qu'elle n'atteignait pas un million en 1974-1975 ! La part du Nigeria (25 % de la population africaine) s'est située entre 6 % du total des importations officielles en 1961-1965 et 17 % en 1973-1974. Depuis, ce pays a stoppé les importations céréalières. En moyenne sur cinq ans (1983-1987), vingt-huit pays africains importaient plus de 100 000 tonnes annuelles de céréales, mais cinq seulement (Nigeria, Ethiopie, Soudan, Sénégal et Côte d'Ivoire), plus de 500 000 tonnes. La consommation de céréales importées par tête reste forte pour les micro-États insulaires ou défavorisés par le climat : sept pays (Cap-Vert, île Maurice, Botswana, Djibouti, Mauritanie, Seychelles et Sao Tomé) consommaient plus de 100 kgs de céréales par tête.

Les importations de produits animaux (viande, lait, poisson) ont nettement progressé, comme celles de sucre et d'huiles végétales, la facture dépassant celle des importations de riz, blé et maïs comme on l'oublie trop souvent. Ainsi, les importations de produits laitiers atteignaient 2 500 000 tonnes en 1980 contre 400 000 tonnes en 1961.

(2) Ce sont les citadins qui consomment surtout les produits importés, sans en avoir l'exclusivité. Plus de 40 % des produits de base consommés en ville étaient constitués par du riz et du blé, contre 10 % en milieu rural. La consommation des denrées alimentaires importées varie plus avec le pouvoir d'achat des populations qu'en fonction de leur caractère citadin. Aussi, la politique des prix à la consommation joue-t-elle un rôle conséquent dans la consommation des aliments importés.

que, paradoxalement, la crise le remette au goût du jour, dans la mesure où il apparaît comme un substitut au mode de développement agro-exportateur qui a prévalu sans discontinuer depuis un demi-siècle. Il devient aussi l'une des cartes restant à jouer depuis qu'on assiste à la désindustrialisation de l'Afrique et à la liquidation de bien des complexes agro-industriels. La Banque mondiale, maître-penseur en matière de développement en Afrique subsaharienne, en l'absence de réflexion originale en Europe, n'affiche-t-elle pas en 1989 (3) une priorité pour les cultures alimentaires locales et une volonté de voir limitée la dépendance alimentaire ? Enfin, serait-on tenté de dire ! Mais est-ce réaliste, diront les esprits chagrins ? Ne va-t-on pas à l'encontre de ce « désarmement » de l'État-développeur africain, à la source de tant d'échecs, selon les néo-libéraux qui forment l'opinion majoritaire actuelle ?

L'autosuffisance alimentaire, un concept galvaudé

Que d'efforts sont à faire dans tous les domaines pour assurer aux cultures alimentaires — de femmes généralement — la place stratégique qu'a eu, par exemple, le riz dès les années trente ! Elles n'apportent aucune ressource à l'État à la différence des cultures d'exportation... ou des importations thaïlandaises de brisures de riz (20 milliards au Sénégal ou en Côte d'Ivoire en 1986 !). Délaissées par la recherche technologique qui y consacre un nombre d'hommes sans commune mesure avec ceux qui ont été investis dans la « révolution verte » asiatique (4), la plupart de ces cultures restent rustiques, peu productives et les techniques utilisées de conservation comme de transformation — hormis d'incontestables réussites artisanales « endogènes » — ne leur permettent pas de conquérir — ou de re-conquérir — les segments de marché acquis aux céréales importées au sein d'une consommation urbaine qui s'est accrue et diversifiée très rapidement. A écouter le diagnostic des développeurs de toute obédience enfin, comment concevoir une moderni-

(3) « De nombreux pays d'Afrique, qui sont actuellement importateurs de denrées alimentaires, pourraient satisfaire une part bien plus grande de leurs besoins, si la structure des incitations et, en particulier, les taux de change étaient plus favorables », in *L'Afrique subsaharienne : de la crise à une croissance durable*, Washington, Banque mondiale, p. 123.

(4) FAO, *L'Agriculture africaine : les vingt-cinq prochaines années*, rapport principal, 1986, p. 5. La FAO souligne le hiatus entre la recherche et l'état de l'agriculture : « 24 % seulement des chercheurs étudiant les céréales en Afrique subsaharienne se spécialisaient dans le sorgho et le mil, alors que ces cultures représentaient plus de 45 % de la production céréalière de la région et occupaient près de 60 % des terres céréalières ». Bien que l'on note des progrès certains, il a fallu attendre les années quatre-vingt pour voir révisées les priorités de la recherche internationale sur les cultures vivrières de la zone tropicale en fonction des problèmes africains : voir les rapports Fauck de 1985-1986 pour la France et la conférence de l'IFPRI de 1983 de *Victoria Falls* au Zimbabwe pour les centres internationaux.

sation de l'immense majorité de micro-exploitations souvent enclavées, travaillant d'abord pour l'auto-approvisionnement et ne dégageant qu'occasionnellement des surplus ? On cherche donc à promouvoir depuis une bonne décennie, sans résultats très probants, les exploitations « moyennes », assez grandes et dégagées des « pesanteurs » sociales des micro-exploitations classiques.

La croissance urbaine semble laisser peu de temps à l'agriculture pour se « moderniser » et répondre aux nouveaux besoins : alors qu'un agriculteur n'avait à nourrir en 1950 que 0,18 habitant non agricole, il devrait en supporter 1,21 en 2010, selon les prévisions (5), soit six fois plus. Prédictions qui valent ce que valent les prévisions, mais qui soulignent la multiplication des dépendants alimentaires urbains malgré l'existence d'une auto-production citadine ignorée ou sous-estimée.

Ce sombre tableau, dont l'exactitude serait à discuter, a conduit à la mise en œuvre de politiques coûteuses et inefficaces de substitution aux importations (pour le riz, mais aussi pour le blé, le sucre ou la viande) et de prise en main du secteur par l'État. C'est au nom de l'autosuffisance que l'on a créé de nombreux complexes agro-industriels, ces fermes d'État cultivées par des armées de manœuvres sous-payés, gérées par des fonctionnaires selon des méthodes qui voudraient relever de l'organisation taylorisée du travail dans un domaine qui ne s'y prête guère. Et c'est toujours sous couvert de cet objectif que l'on a multiplié les projets hydrauliques, « déguerpissant » les autochtones qui ne « savaient pas maîtriser l'eau », aménageant les terroirs et installant des colons liés par des contrats léonins à la société d'intervention, retenant sur la récolte les avances effectuées en facteurs de production. Dans les « plantations villageoises » associées à une usine et à un bloc industriel, ce sont des contrats de sous-traitance qui ont été mis en place, enserrant l'exploitant dans un tissu d'obligations, de normes de travail et de qualité, et interdisant cultures associées et dérobées, fondement de la sécurité alimentaire familiale. Tout cela pour produire du riz, du blé, du sucre ou de l'huile industrielle à des coûts doubles ou triples de ceux des concurrents étrangers. Que l'on se souvienne que le blé du Nigeria septentrional revenait à quatre fois le prix du blé américain vendu à Lagos au début des années quatre-vingt. Et que le riz de la SEMRY sur les rives du Logone avait un coût de production, amortissement des investissements exclus, de plus de deux fois le prix de vente du riz au Cameroun ! Il n'est pas jusqu'aux filières locales de transformation des produits locaux pour l'alimentation urbaine, comme le manioc, que l'on a voulu industrialiser avec des coûts de production trop élevés comme pour

(5) J.-M. Cour, *Une image à long terme de l'Afrique au sud du Sahara*, Paris, rapport Scet inter-Sedes pour CCE-CDC, 1984.

l'attiéké de Toumoudi (Côte d'Ivoire), deux fois plus cher que celui produit par la filière artisanale et moins apprécié.

Si certains pays, comme le Cameroun, sont restés proches de la suffisance malgré une dégradation de la situation, ils le doivent autant à leurs paysanneries et aux conditions agro-climatiques favorables qu'à une politique délibérée. Le concept d'autosuffisance n'aurait-il servi qu'à justifier des interventions étatiques inefficaces et coûteuses ?

Beaucoup d'économistes (6) « réalistes » le pensent, mettant entre parenthèses l'aspect *politique* de l'économie, ce que se gardent d'oublier les dirigeants africains soucieux de conserver leur pouvoir. On ne peut réduire la question alimentaire à un problème de comptabilité nationale en raison de son importance pour la population et des arbitrages qu'elle suppose entre couches sociales aux intérêts contradictoires. C'est aussi un problème politique qu'il faut gérer de façon d'autant plus symbolique que l'on ne sait ou ne veut régulier les approvisionnements dans le temps et dans l'espace et que l'on ne peut satisfaire en même temps producteurs, consommateurs et bailleurs de fonds par une politique de prix administrés.

L'immobilisme d'antan n'est plus de mise avec la crise. Conserver les options actuelles en Zone franc constitue aussi une facilité qui ne peut durer, les conditionnalités des prêts d'ajustement obligeant à tenir compte des prix internationaux et à se donner les moyens de rendre compétitive l'agriculture nationale. Il va bien falloir cesser de choyer le consommateur citadin et s'intéresser aux cultures, toutes les cultures. Autosuffisance ou pas, on va tenter de garder ce qui peut l'être dans le modèle agro-exportateur tout en cherchant à diversifier vers les cultures alimentaires en s'appuyant sur les avantages comparatifs régionaux, facilement repérable, plutôt que mondiaux. Tout en sachant que l'industrie, les services et le secteur informel ne pourront absorber de sitôt la main-d'œuvre disponible. Priorité agricole et intérêt pour le vivrier faute d'autres solutions ?

Aux termes de deux décennies de mal développement agricole, de modernisation sans ou contre les producteurs, aussi coûteuse que ratée, les nouvelles politiques d'autosuffisance dans le contexte actuel tentent de mettre les pendules à l'heure : priorité à l'agriculture vivrière et donc aux paysan(ne)s ; liquidation des projets étatiques mégalomaniaques et protection à géométrie variable du marché alimentaire national, mesure discutée, mais finalement acceptée par la Banque mondiale ici et là. Enfin, l'affichage d'une préférence

(6) Voir par exemple le débat autour du « coût de l'autosuffisance » (Lettre de SOLAGRAL supplément, 10, avril-mai 1986).

nationale dans le comportement économique d'achat, s'il n'est pas économiquement efficace, se situe dans le droit fil des critiques adressées par les classes moyennes urbaines à des élites trop soucieuses d'imiter l'Occident et de s'enrichir tous azimuts. L'affirmation nationaliste qui se profile en arrière-plan peut-elle aussi remobiliser un monde rural qui ne croit pas encore qu'il faut se reconvertir ? Rien n'est moins sûr. Mais les déboires des cultures d'exportation rendent urgente l'amorce d'un changement de perspective.

La faillite du modèle agro-exportateur

Les cultures d'exportation sont entrées dans un cycle de saison de longue durée. Elles ne rapportent plus, ni aux planteurs, ni à l'État. Et les planteurs proches des cités commencent à délaisser les arbres pour se consacrer aux plantes alimentaires annuelles qui trouvent preneurs sur place. D'autres cependant, comme ces planteurs de café *Arabica* du Cameroun de l'Ouest, assurent qu'ils conserveront leurs cafétières quoi qu'il arrive, dans la mesure où elles garantissent des rentrées d'argent sûres à long terme, constituent un gage reconnu pour emprunter et permettent de se procurer de l'engrais subventionné indispensable pour l'ensemble de l'exploitation, via le système coopératif. Cette stratégie ne va pas tarder à être mise à l'épreuve, avec notamment l'arrêt des subventions aux engrais. Il n'en reste pas moins que le modèle agro-exportateur est en grande difficulté et le remède de cheval imposé par les bailleurs de fonds pour que le secteur cesse de perdre de l'argent risque de l'achever. Rien ne dit que l'Afrique subsaharienne conservera ses parts de marché dans le proche avenir pour le cacao, l'huile de palme, le café ou le coton.

Dans l'évaluation des filières d'exportation ou de substitution aux importations, on ne s'est qu'assez peu préoccupé jusqu'à aujourd'hui, de *compétitivité*. On n'a pas essayé de mesurer la capacité des systèmes productifs mis en place à approvisionner les marchés locaux ou d'exportation avec des denrées de qualité, à des prix de revient équivalents ou inférieurs aux prix des produits similaires des concurrents. L'essentiel était, semble-t-il, d'atteindre des objectifs quantitatifs. Les rendements à l'hectare d'abord, l'après-récolte restant le parent pauvre des filières d'exportation et le lieu de profits juteux.

Les prix au producteur se devaient d'être stables à défaut d'être incitatifs, garantissant une rentrée monétaire régulière, sans refléter aucunement le prix de réalisation sur le marché mondial ou les coûts de production, il est vrai, non évalués. On est resté attentif du côté des bailleurs de fonds à l'ampleur de prélèvements étati-

ques (7) et des pressions ont eu lieu au début des années quatre-vingt pour une augmentation des prix d'achat du café et du cacao.

Tant que les caisses de stabilisation ont obtenu des prix intéressants pour les exportations de cacao ou de café, elles ont engrangé les profits (8), prêté à l'État, investi dans les complexes agro-industriels et, accessoirement, amélioré l'environnement de la production (aménagement de pistes de dégagement, subvention des intrants, etc.). Le système s'est grippé avec les campagnes de vente à perte liées à une surproduction mondiale (arrivée de nouveaux producteurs, « fuite en avant » des anciens) et une désintégration des quelques accords internationaux existants, comme ceux régissant le café ou le cacao.

Malgré les pertes, les caisses ont joué leur rôle stabilisateur, souvent pour la première fois de leur histoire, en maintenant les prix au producteur à un niveau peu compatible avec les prix de cession de la récolte sur le marché international et sans réduire leurs frais de commercialisation, de gestion ou d'encadrement (9). Faute de disposer de la trésorerie des années fastes, engagée ailleurs et souvent irrécupérable, ce type d'opération s'est fait grâce à l'emprunt, mettant en péril un système bancaire déjà bien fragile. Il ne reste plus d'autre solution aujourd'hui que de répercuter sur le planteur les cours internationaux : prix « flexibles » d'achat, voire système d'achat à la qualité pour obtenir des producteurs des produits correspondant à la demande internationale toujours plus exigeante. La guerre du cacao (1988-1989) entreprise et perdue par Houphouët-Boigny a montré l'incapacité du plus important producteur, épaulé par l'Elysée, à peser sur les cours de bourse d'une matière première africaine en se retirant du marché et en jouant de la rivalité de deux traders, SUCDEN et PHIBROS (10). Cette ultime bataille

(7) En 1985-1986, le producteur de cacao et de café *Robusta* ne recevait au Cameroun que 52,8 % du prix. Si le producteur d'*Arabica* par contre, ne recevait que 43,8 %, l'UCCAO, la fédération des coopératives de l'Ouest, se voyait attribuer autant, phénomène exceptionnel en Afrique. Le prélèvement direct de l'État dans les trois cas s'établissait à 10-20 % sans compter les soutiens structurels à des sociétés d'encadrement (coton, riz) ou à des organismes déficitaires (coopératives anglophones, SIC). Les trois filières (café *Robusta* et *Arabica* et cacao) ont rapporté à l'État 27 milliards et 24 milliards sont allés aux intermédiaires privés (transporteurs, banquiers, conditionneurs).

(8) En 1986-1987, les réserves de l'ONCPB (Office national des commercialisations des produits de base) au Cameroun — 166 milliards de f. CFA — étaient réparties comme suit : participation à 30 entreprises publiques : 13 %, prêts au Trésor et à des entreprises publiques : 28 %, dépôts à terme dans les banques : 49 %, comptes courants : 7 %.

(9) En 1987, l'ONCPB camerounais perdait 225 f. CFA par kg sur le cacao avec un prix-producteur de 420 CFA et de réalisation de 600 CFA. Le prix-producteur, déjà réduit de 40 % en 1989 devait subir cette année une coupe sombre du même ordre. La CAISTAB ivoirienne, n'ayant pas répercuté la baisse des prix internationaux du cacao (– 80 %) à la production (800 000 tonnes, 40 % du marché mondial) pendant ces trois dernières années. a accumulé des pertes annuelles supérieures à 200 milliards de CFA, ce qui est intenable. Le prix-producteur devra donc tenir compte du prix payé sur le marché à l'avenir, selon le directeur de la CAISTAB. Sera-t-il suivi par son président ?

de l'Afrique contre l'économie de marché marque la fin du modèle économique agro-exportateur colonial à la fois protégé et peu diversifié qui s'est perpétué jusqu'à nos jours.

L'environnement international a, en effet, progressivement changé : les marchés « protégés » dans lesquels l'Afrique a, de tout temps, inscrit sa vocation exportatrice en jouant plus sur des avantages comparatifs écologiques qu'économiques disparaissent et les producteurs ne disposent pas avec le Stabex de fonds suffisants pour rééquilibrer les finances d'une filière déficitaire. De plus, les taux réels de change surévalués de certains pays ne font que pénaliser les planteurs. Confrontée à la concurrence sauvage de pays du Sud (Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Brésil, Colombie, etc.), l'agriculture africaine ne résiste pratiquement dans aucun secteur, sauf si elle dispose de quotas garantis d'écoulement de sa production sur des marchés protégés (banane, sucre, par exemple). Pire, exportatrice d'oléagineux (huile d'arachide, de palme), elle en importe aujourd'hui : 1,6 million de tonnes d'huile de palme en 1986 ! De même, les *Wax* et *Fancy* du Nigeria sont, depuis quelques années, réalisés avec du coton asiatique plutôt que nigérian.

De fait, l'Afrique subsaharienne cède à perte depuis quelques années son cacao, son café et son coton et elle n'écoule plus son huile de palme industrielle et son sucre de canne que sur des marchés intérieurs protégés où le consommateur/contribuable paie deux fois le plaisir de consommer un produit national. A l'heure actuelle, on cherche vainement quels produits agricoles seraient susceptibles de s'exporter à des prix compétitifs, compte tenu de l'environnement social, économique et monétaire de la production en Afrique.

Pourtant, les comparaisons des coûts de production Afrique-Asie — avec toutes les réserves qu'un tel travail oblige à avoir en raison des difficultés d'une telle étude — suggèrent que certaines filières africaines restent compétitives à court terme si les États africains revoient à la baisse le niveau des prélèvements étatiques, les prix bord-champ et pratiquent une politique agricole de recherche de la qualité. Ainsi, le barême cacao appliqué en Côte d'Ivoire en 1986-1987 rémunérait le planteur ivoirien deux à trois fois plus que son collègue de Malaisie. Les prix garantis et la surévaluation du franc CFA sont mis en cause également dans le cas du coton africain qui obtiendrait des résultats techniques équivalents à ceux du Pakistan.

Par contre, les fameux blocs industriels et plantations villageoises d'Elaeis ivoiriens, souvent présentés comme une « réussite » tech-

(10) J.-L. Gombeaud, C. Moutout, St. Smith, *La guerre du cacao, histoire secrète d'un embargo*, Paris, Calmann-Levy, 1990. A compléter par l'interview de René Amany, *Jeune Afrique Economie*, 131, mai 1990 : « Caisse de stabilisation : repenser son action. »

nique et économique de l'époque des « Sode », ne seraient pas compétitifs face à la Malaisie, s'ils étaient en concurrence sur les marchés internationaux : rendements beaucoup plus faibles (deux fois moindres dans certains cas), gestion administrative des prix d'achat et de vente privilégiant les revenus ruraux et le prélèvement fiscal, encadrement trop lourd, valorisation insuffisante de l'huile de palme vendue brute. Si les rendements obtenus dans les rizières thaïlandaises restent peu élevés, les commerçants chinois achètent à bas prix le *paddy*, l'usinent et le commercialisent à des tarifs quatre à cinq fois moins chers qu'en Afrique. L'État thai soutient indirectement la classe marchande sino-thai qui exploite le riziculteur, n'intervient que fort peu dans le système productif, mais abaisse opportunément les taxes à l'exportation pour maintenir en deçà de 350 dollars le prix à la tonne, seuil à partir duquel les politiques d'autosuffisance sont réalistes en Afrique. Ceci rend non compétitive la riziculture familiale malgache longtemps exportatrice de qualité (11).

Comment les productions familiales d'exportation africaines peuvent-elles retrouver leur compétitivité sans disparaître, l'exploitant préférant cultiver les cultures vivrières plus rémunératrices ? On peut sans doute compter sur l'attachement viscéral de bien des planteurs à leurs arbres. Mais jusqu'à quand ? Les choix imposés pour retrouver l'équilibre financier sont draconiens : compression des dépenses post-récoltes, prix d'achat conditionnés par les prix internationaux, privatisation de certaines filières pour qu'elles se mettent à une forme de gestion capitaliste.

Non seulement le producteur africain va être branché en direct sur les cours des bourses du commerce, mais il va payer la mauvaise gestion de centaines de milliards de profits réalisés avec ses produits par les caisses de stabilisation sans savoir si les sacrifices qu'il va consentir seront payés en retour d'ici quelques années. Chacun commence aussi à croire dans la Zone franc à cette dévaluation-miracle prônée par les institutions de Bretton Woods, comme si une dévaluation pouvait produire des effets magiques sans mesures d'accompagnement draconiennes pour éviter que l'inflation et les revendications salariales ne viennent aussitôt amoindrir son effet de levier pour les productions nationales.

(11) J.-P. Barbier, *Réflexions sur la compétitivité : comparaison Afrique-Asie*, Paris, Caisse centrale de coopération économique, notes et études, 71 p. Réseau stratégies alimentaires, *Marchés et systèmes rizicoles mondiaux : synthèse des débats*, Paris, « Journées du Réseau stratégies alimentaires », 12-13 décembre 1989.

Ne pas mettre ses œufs dans le même panier

La situation alimentaire — et sociale — africaine appelle-t-elle toujours l'autosuffisance comme objectif prioritaire ? Celui-ci s'accorde-t-il avec des objectifs macro-économiques et sociaux plus généraux dans la phase actuelle d'ajustement de l'Afrique au sud du Sahara ? Le débat ouvert dans les années 1979-1981 (Plan d'action de Lagos, rapport « Berg ») ne semble plus porter exclusivement sur la réduction de la dépendance alimentaire africaine, notion sur laquelle les avis divergent. Beaucoup s'accordent pour estimer indispensable une intégration de l'Afrique au marché international dans le cadre de relations d'interdépendance et non de dépendance. Mais les montants en valeur des exportations africaines actuelles permettent-ils d'acheter les aliments qui font défaut ou dont on ne veut pas se passer ? Certainement pas, pour de plus en plus de pays contraints de faire des choix dans leur politique d'importation : plutôt des facteurs de production que des produits finis. L'Afrique ne peut plus vivre au-dessus de ses moyens !

De toute manière, l'Afrique subsaharienne n'existe plus dans les échanges internationaux, et sa place éminente pour quelques produits est sérieusement remise en cause par les concurrents du Sud et par des produits de substitution. Qui peut dire si, par ailleurs, l'Afrique subsaharienne ne sera pas la grande perdante des biotechnologies et si elle relèvera le défi qui lui est lancé par les pays d'Asie du Sud-Est dans le créneau exportateur qui est le sien ? En tout cas, elle serait mal inspirée de « mettre ses œufs dans le même panier » !

Ce souci de diversification des ressources, comme celui de diminution pragmatique du recours à l'extérieur, rejoint une nouvelle préoccupation : limiter, voire « éradiquer » l'insécurité alimentaire structurelle (12) qui s'aggrave. Liée à une gestion inconsidérée des ressources écologiques (13) et aux limites de la solidarité familiale dans un contexte de dégradation des pouvoirs d'achat, elle conduit à reconsidérer l'agriculture comme source principale d'emploi pour un temps encore long et comme lieu où l'on peut encore assurer

(12) L'insécurité alimentaire structurelle est liée à la difficulté d'accès aux aliments de manière permanente, par suite d'insuffisance pluviométrique ou d'une baisse régulière des rendements sur les sols appauvris, là où l'autoproduction commande la satisfaction des besoins et, pour les dépendants alimentaires, en raison de la baisse du pouvoir d'achat, de l'irrégularité des ressources ou du mauvais fonctionnement des systèmes de sécurité sociale ou de solidarité familiale. Il faut y ajouter le mode de répartition des ressources alimentaires au sein de la cellule familiale qui peut être à l'origine de phénomènes de mal-nutrition ou de sous-nutrition des enfants en bas-âge ou des femmes, même dans des ménages jouissant de revenus convenables ou de productions alimentaires diversifiées et abondantes.

(13) On détruit ainsi plus de 4 millions d'ha de forêt par an et les sols dégradés de manière définitive ou non constitueraient plus de 20 % des terres arables, selon certains calculs.

à tous un minimum vital, là où elle n'est pas trop soumise aux aléas climatiques (« on ne meurt pas au village »). Encore faut-il souligner que les zones très sensibles à la sécheresse représentent les trois-quarts du continent et que l'irrigation n'est importante que dans trois pays seulement : Madagascar, Soudan et Nigeria.

Un Africain sur quatre serait en état d'insécurité structurelle et cette proportion semble augmenter vite dans les villes. On ne croit plus à la solution industrielle et l'on survalorise certainement le secteur « informel », ces activités dissimulées au regard des statisticiens ou des agents du fisc, qui peuvent être aussi bien des petits métiers d'artisanat indispensables ou de commerce très liés à la demande ou des activités parasites ou parallèles suppléant aux carences d'un secteur moderne inefficient. Plus que d'autres, ces emplois sont très sensibles à la conjoncture et, s'il y a des entrepreneurs parmi eux, une masse de personnes contribuent à renchérir le coût des produits et des services. Pensons à ces garages disposant de plus d'apprentis que de véhicule à réparer parce qu'ils payent le patron pour une connaissance technique qu'on ne leur dispense que rarement. L'Afrique a encore à faire pour que sa « débrouillardise » se transforme en miracle économique italien !

Plus question enfin d'opposer cultures d'exportation et cultures vivrières, cultures de « rente » et cultures alimentaires, de choisir les unes au détriment des autres ; la distinction historique tend à devenir obsolète. Avec la disparition du prix stable, des intrants subventionnés, faire du café et du cacao n'est plus une activité « rentière » et d'autres activités assurent des rentrées monétaires, les légumes comme les tubercules ou les céréales, voire les fleurs comme au Kenya. Et les pommes de terre dans certaines régions entrent dans la relation alimentaire au même titre que l'igname ou le taro.

Faute de perspectives claires pour l'agro-exportation et de formules de développement « magiques » (industries industrialisantes, développement « intégré », plantations « villageoises »), les producteurs et les États misent de plus en plus sur l'augmentation de la production alimentaire pour assurer la sécurité alimentaire familiale et pour dégager des surplus pour les citadins. On envisage même dans les pays bénéficiant d'avantages particuliers d'exporter des surplus vers d'autres régions africaines traditionnellement déficitaires, même si l'on n'est pas encore convaincu qu'il s'agit du bon choix tant la prégnance du système agro-exportateur reste forte dans les esprits, attitude qui sera peut-être révisée si le marasme perdure. Les bailleurs de fonds préconisent l'« assainissement » des filières exportatrices tout en craignant l'abandon des cultures arbustives par les planteurs : il faut bien rembourser les prêts inconsidérés de la belle époque et l'on ne peut lâcher des monstres qui ont englouti tant de francs CFA ! La Banque mondiale, toutefois, avance le concept d'« autosuffisance locale ». Signe qu'elle dénie au

marché le soin d'assurer la sécurité alimentaire au niveau local. Et elle propose de doubler le taux de croissance de la production vivrière dans les années à venir pour que ce taux excède celui de la croissance démographique qui dépasse les 3 % annuels.

Après ces pétitions de principe, on en revient quand même à la notion de compétitivité et de prix de référence mondial pour évaluer les performances des petites exploitations. Comme s'il était facile d'établir un coût de production quand la terre et la main-d'œuvre familiale ne sont pas comptabilisées par le producteur ; comme si le prix mondial avait un véritable sens économique pour la plupart des produits importés en Afrique. Qui peut assurer que les pratiques de *dumping* en vigueur chez les pays exportateurs ne seront pas remises en cause par des accidents de production, un changement socio politique ou l'irruption sur le marché de nouveaux consommateurs plus solvables ? Si un retournement de la situation n'est pas à exclure du côté des exportateurs, les taux de change surévalués, qui rendent les importations financièrement très rentables et politiquement « désirables » pour réguler un système alimentaire non contrôlé, ne sont pas éternels.

Rien n'est simple cependant : certains petits, voisins de plus importants, gagnent à ouvrir leurs frontières pour inonder d'aliments de contrebande leur grand frère voisin qui tente de pratiquer une protection de son agriculture. Le Nigeria ou le Sénégal en savent quelque chose. De plus, le panafricanisme économique est resté lettre morte (pas la moindre amorce d'un marché agricole commun), comme la nécessité de protéger, à l'image de ce qui a été fait pour l'industrie, des agricultures et des paysanneries qu'on ne pourra ressusciter si on les élimine. A ce stade de l'analyse, on en vient donc à espérer l'émergence d'un groupe de pression agrarien, seul en mesure de faire prévaloir ses intérêts au niveau de l'État qui se trouve au centre d'un champ de forces d'où les positions agrariennes sont le plus souvent absentes.

On s'étonne, en effet, qu'aucune forme d'« intermédiation » entre le pouvoir et les classes agrariennes ne se soit mise en place dans la mesure où, sauf jacqueries paysannes réprimées par la violence, le monde rural ne s'exprime que par le biais de leaders qui ne défendent pas le monde rural. Sous l'égide, par exemple, de l'Eglise catholique, comme ce fut le cas en France pour dépasser le « pétainisme » des notables terriens, et assurer une modernisation contrôlée du monde rural. Le totalitarisme de l'État africain, l'alliance entre élites de villageois encore fortes après seulement une génération de croissance urbaine en sont-ils la cause ? Toujours est-il que si toutes les catégories sociales ont défilé à Abidjan en 1990, on n'a pas vu comme à Ibadan en 1968 (mouvement *Adegboye*), les cacaoculteurs protester contre la diminution de 40 % du prix-

producteur. Ne serait-ce que partie remise avec, enfin, l'ouverture politique (14) ?

Produire plus dans les conditions techniques actuelles

Il ne suffit pas de croire réaliste une politique d'autosuffisance et de le déclamer. Encore faut-il prendre conscience de ce qui favorise cet objectif, ce qui le rend possible dans la difficile situation africaine et compte tenu des « héritages » de trois décennies de politique d'exploitation du monde agricole.

C'est le « désarmement » étatique, la non-intervention, qui a permis à la situation alimentaire de quelques pays de ne pas se détériorer. Non-intervention dans la production, mais aussi dans la régulation des prix. A la différence des politiques agricoles de la CEE, des USA, ou de l'Inde qui ont eu pour elles la continuité et la cohérence, les initiatives étatiques en matière agricole en Afrique ont été marquées par leur faiblesse, les changements de cap et l'incohérence au niveau de la gestion de l'environnement économique. Elles se sont révélées désastreuses et coûteuses quand elles ont tenté de se substituer à l'exploitation familiale pour produire. Au point que la politique agricole, dont personne ne discute la nécessité ailleurs, paraît ici discréditée avant que d'avoir vu le jour. Est-ce à dire qu'il faut laisser au « marché » mythique des néo-libéraux le soin de procéder aux arbitrages comme l'envisagent bien des dépendantistes des années soixante-dix, revenus de loin ? Sûrement pas. L'histoire agricole hors d'Afrique montre que le monde rural a besoin du bouclier de l'État et l'on ne voit pas comment les microproducteurs africains pourraient se passer de lui pour sortir des stratégies « locales » de survie que prônent ceux qui ne croient pas que les sociétés civiles africaines se débarrasseront de régimes incapables et corrompus (15). Car déjà, l'agriculture africaine ne fonctionne plus, en bien des régions, avec pour seul horizon économique le local.

Produire des surplus alimentaires, soulignons-le, ne peut apparaître comme une option intéressante qu'à l'échelle de vastes pays disposant d'atouts climatiques et pédologiques et de producteurs

(14) Quand verra-t-on en Afrique la politique rizicole dictée littéralement par 25 000 riziculteurs comme aux États-unis ? Seule exception à notre connaissance, l'UCCAO camerounaise — la plus importante coopérative d'Afrique au sud du Sahara — avait obtenu la gestion directe de ses exportations et récupérait ainsi 43 % du prix CAF du café *Arabica* en 1985-1986. Concession au lobby bamiléké qui la dirige ?

(15) Voir par exemple R. Sandbrook, « Personnalisation du pouvoir et stagnation capitaliste », *Politique africaine*, 26, juin 1987, pp. 15-40. A l'inverse, les experts CILSS par exemple (colloques de Mindelo et de Lomé), préconisent un renforcement des capacités de régulation de l'État. Mais pour qu'il y ait de véritables politiques agricoles, ne faut-il pas de vrais États ?

familiaux organisés en paysanneries (16) encore vivantes. Et, bien sûr, à l'échelle sous-continentale pour des filières stratégiques, par l'édification d'usines d'engrais ou de centres de recherches agronomiques dépassant des cadres nationaux stérilisants, par exemple. Encore cela sera-t-il une « longue marche », comme en témoignent les difficultés à mettre sur pied un « marché rizicole régional protégé » dans les pays du Sahel. Dans ce cas, les politiques ont été incapables de formaliser un marché sous-régional animé par des hommes d'affaires et grands commerçants par-delà les frontières coloniales.

Les potentialités des diverses zones agro-écologiques ont été souvent discutées. Il n'en reste pas moins qu'elles ne peuvent être transformées en ressources que par le biais de systèmes techniques qui doivent être maîtrisés par les exploitants africains, « appropriés » dit-on parfois. Et il faut se débarasser de certains mythes qui ont la vie dure malgré les échecs.

L'excédent de terre n'existe que rarement et dans des zones délicates à mettre en valeur en raison du sous-peuplement, de la lourdeur des sols ou de l'insécurité biologique (onchocercose des vallées de savane, par exemple). C'est en Afrique centrale que les réserves de terres sont les plus abondantes sans que la présence humaine minimale pour les mettre en valeur existe. On sait par ailleurs aujourd'hui ce que coûtent les colonisations de « terres neuves » qui ne résolvent en aucun cas les problèmes locaux de surpeuplement sans apporter de contribution notable à la production alimentaire des pays concernés.

Les terres irriguables aménagées sont et resteront limitées (2,4 millions d'ha en 1982, dont 70 % au Soudan) pour de nombreuses raisons dont leur coût, et ce n'est que la petite irrigation (2,6 millions d'ha dont 60 % à Madagascar et au Nigeria) qui peut progresser. Sans compter que rares sont les périmètres irrigués qui affichent les rendements des stations expérimentales dont ils ont le coût à l'ha. Enfin, dans les zones densément peuplées (en pays igbo où l'on dépasse les 1 000 habitants au km²) comme là où la saison végétative est réduite à moins de soixante-quinze jours (68 % en Afrique soudano-sahélienne), on manque de main-d'œuvre pour faire face aux travaux agricoles dans les conditions techniques de leur réalisation. Ceci rend délicate l'introduction de nouvelles cultures.

La variété des milieux, des plantes, l'hétérogénéité des habitudes alimentaires interdisent enfin une stratégie de « révolution verte » à l'asiatique, la somme de recherche adaptative devant être beau-

(16) Le terme paysannerie est utilisé ici dans son sens fort. Il s'agit de sociétés rurales ayant gardé une vocation agricole marquée, ouverte sur l'extérieur sans que cette ouverture ait dérégulé les mécanismes socio-culturels lui assurant une pérénité dans son équilibre démographique, dans la gestion des terroirs ou dans ses choix culturels. Nous n'opposons pas ici « reproduction » et « développement » qui doivent se marier.

coup plus conséquente pour un nombre de plantes beaucoup plus important ne concernant pas les pays développés, comme le blé, le maïs ou le riz. Disons-le tout net : il faudra à l'Afrique un effort de recherche agronomique de haut niveau beaucoup plus considérable que celui fourni par l'Inde à partir de 1965 sur les filières blé et maïs... En l'état actuel des choses, on est loin d'avoir pris la juste mesure de cet effort.

Préparer les agricultures de demain

On peut attendre des systèmes de production existants des améliorations de rendement qui peuvent être importantes si l'environnement économique s'avère motivant. Pas partout cependant : les secteurs surpeuplés, mis en valeur intensivement au prix d'une débauche de travail souvent féminin, semblent avoir atteint des seuils bien difficiles à sauter sans l'aide de nouvelles technologies. Les sociétés ont été souvent destabilisées par l'exode rural comme aux confins du plateau de Jos au Nigeria de l'époque du boum pétrolier, par exemple. Ceci est toutefois à nuancer : comment expliquer que le Rwanda, qui avait atteint déjà des seuils dans les années cinquante selon les agronomes et géographes de l'époque, reste encore aujourd'hui un pays faiblement importateur de vivres ? Les raisons agronomiques et la gestion de l'espace doivent composer avec les dynamiques sociales confrontées aux sollicitations du monde capitaliste.

Il serait cependant irresponsable de toujours compter sur l'étonnante capacité d'adaptation et d'innovation de sociétés rurales qui dépérissent ici et là sous les coups de boutoir d'un environnement macro-économique souvent désastreux. On a beau s'extasier devant les « réussites agraires » de telle ou telle montagne africaine, elles ne perdurent que si les sociétés qui les ont élaborées se reproduisent à l'identique, ce qui est de moins en moins le cas, les conditions d'existence frugales dans ces sociétés apparaissant aux jeunes générations inacceptables en comparaison de ce que peut offrir le monde extérieur.

On cherche en effet, dans bien des sociétés rurales, à acquérir les facteurs de production qui permettent de s'enrichir en produisant plus, si cela existe. Si l'on ajuste aussi la vente de sa récolte aux stricts besoins monéraires, c'est qu'on n'est pas entré dans la société de consommation, cueillant ce qui suffit pour assurer des besoins limités laissant du temps à une vie sociale intense. Ces stratégies observées dans le Cameroun central avant le boum pétrolier chez des exploitants âgés disparaissent, ne serait-ce qu'avec le désir d'achat de la moto ou du poste de télévision, objets de convoitise en 1990.

Les contraintes à lever par la technologie ne sont pas toujours celles qu'imaginent développeurs, écologistes ou biologistes suivant leurs dynamiques propres. Trente ans de pseudo-développement interdisent pourtant toute erreur de perspective.

Si beaucoup de producteurs (avec des nuances souvent fortes entre Bamiléké et Igbo, par exemple) déplorent la baisse de la fertilité quand la terre est rare et prennent des mesures de sauvegarde, beaucoup d'exploitants souhaitent à la fois économiser l'énergie humaine et rémunérer le plus possible la journée de travail, quitte à étendre l'espace cultivé et à multiplier les défrichements annuels. Phénomène économiquement logique.

Alors qu'on fait attention à ses terres ici, on ne se souciera pas de l'érosion des sols à côté où l'on peut laisser reposer la terre pendant quinze ans ou plus. L'intensification agricole n'est pas à rechercher partout. Il y a des zones où elle ne se justifie pas économiquement. Et dans ce cas, la culture sur brûlis après longue jachère constitue encore le type d'agriculture présentant le meilleur coût/avantage pour l'exploitant. On ne voit donc pas pourquoi il modifierait sa manière de cultiver. On ne cherche à améliorer la productivité par une plus grande « artificialisation » de l'espace cultivé que sous forte contrainte, ce qui n'a pas forcément pour conséquence de mobiliser toute la force de travail disponible : l'inégalité des tâches agricoles entre hommes et femmes subsiste.

Les systèmes techniques nouveaux peuvent aggraver souvent les inégalités et n'ont pas pour finalité de rétablir des déséquilibres sociaux qui fondent l'identité des groupes visés. Toucher les agricultrices n'est donc pas chose aisée, même si c'est devenu l'un des thèmes « porteurs » du développement agricole avec juste raison. Mais il ne faudrait pas que cette « armée de réserve » du développement, épargnée pendant plusieurs décennies (l'homme était la cible des développeurs), n'en vienne à être lassée par les mot d'ordre contradictoires, les innovations imposées et bâclées techniquement ou inadaptées au contexte réel comme ce fut le cas souvent. Espérons que l'idéologie libérale que l'on essaie d'injecter dans la tête de dirigeants africains réfractaires aura, dans ce domaine, des effets positifs. Et que l'on saura prendre du temps ici pour gagner en efficacité et en crédibilité. Il n'y a aucune urgence à vouloir à tout prix faire adopter un itinéraire technique dont on n'est pas sûr ou qui n'a pas été suffisamment expérimenté dans le même contexte socio-économique, cultural et culturel.

La variété des comportements des sociétés rurales africaines observés en continu (ils se modifient de plus en plus vite avec la crise) doit baliser les pistes permettant d'inventer progressivement, avec les exploitants, ces agricultures de l'avenir. Les solutions éprouvées ailleurs n'étant pas pratiquables, reste la mise au point pour chaque zone agro-climatique, et en fonction des systèmes de pro-

duction analysés de manière globale, des techniques plus efficientes qui peuvent n'être, en tout état de cause, que des retouches apportées à des technologies en usage. Un petit coup de pouce dans un secteur précis peut avoir un effet démultiplicateur inattendu. En agriculture sans doute plus qu'ailleurs, du passé il ne faut pas faire table rase. Au contraire. Et là aussi, il faut se garder de croire à des formules toutes faites.

Ainsi en va-t-il de la mécanisation agricole. Les producteurs intensifient l'agriculture quand les densités augmentent ou si la demande de denrées agricoles des villes s'accroît. Pour cela, ils vont recourir aux engrais et augmenter le temps de travail agricole. On n'aura, paradoxalement, recours à la charrue et à la traction animale qui économisent le temps de travail à l'unité de surface cultivée que dans les exploitations familiales à famille nombreuse ayant des cultures intensives ou pour les terres lourdes, difficiles à travailler à la houe. Avec comme conséquence une augmentation de la surface cultivée (de 1-2 ha à 5-10 ha) dans des régions où celle-ci est rare et appropriée, ce qui multiplie les conflits fonciers. Quand le nombre de racines est minime seulement, on peut envisager la culture mécanique qui permet de cultiver plus de terres et diminue le temps de travail avec des effets minimes sur l'augmentation des rendements à l'hectare, mais l'investissement n'est rentable que si la durée de la saison végétative dépasse quatre mois (17).

L'optimisation de la gestion des terres (terres arables, pâturages, forêts) apparaît comme indispensable, mais ne se fera qu'à long terme sur la base d'un inventaire des potentialités micro-zonales, des stratégies multiples de différents exploitants et avec leur adhésion. On connaît les techniques de réhabilitation, de conservation et d'enrichissement des sols et du couvert végétal. Toutefois, tant que les exploitants resteront soucieux pour le court terme avec des raisons judicieuses, on voit mal pourquoi ils investiraient pour des retombées lointaines dans le temps et qu'ils ne peuvent eux-mêmes appréhender. La reconstitution de la fertilité du sol pour la prochaine saison agricole par l'engrais a été bien assimilée là où la jachère n'est plus pratiquée, comme l'intérêt d'édifier des terrasses pour éviter la perte de l'humus aux pluies sur les pentes des montagnes pauvres.

La stratégie de production basée sur l'utilisation de fertilisants mérite une grande attention dans la mesure où les progrès de productivité peuvent être spectaculaires par application massive d'engrais chimiques, malheureusement importés et en cours de désubventionnement. Il est incontestable que l'agriculture NPK (azote-phosphate-potassium) prônée par la grande majorité des agronomes permet

(17) P. Pinghali, Y. Bigot, H.-P. Binswanger, *La mécanisation agricole et l'évolution des systèmes agraires en Afrique subsaharienne*, Washington, Banque mondiale, 1988.

d'améliorer les rendements. Mais quels sont le coût d'un tel choix et sa faisabilité ? Certaines régions relativement surpeuplées ne peuvent se passer de l'engrais dont le prix va augmenter. Ailleurs, on pourrait, par une gestion fine des potentialités, des rotations culturales et de la fumure végétale, animale et humaine, compenser les réductions de consommation de fertilisants chimiques imposées par l'ajustement structurel. Il n'en reste pas moins que l'abandon des aides à l'engrais — qui ne représentent pas des sommes colossales — étrangle des régions agricoles dynamiques et met en péril les sols. Les exploitants, en effet, refusent de consacrer à l'engrais des sommes plus élevées qu'avant dans les régions fortement consommatrices ; l'ajustement se fait donc sur la quantité. Ailleurs, on ne voit pas comment le marché poussera ceux qui n'en utilisaient pas à le faire... A moins que les prix à la production s'envolent par l'effet d'un coup de baguette magique dans le contexte de récession actuel.

On pourrait ainsi prendre un à un les outils qui, employés judicieusement et coordonnés dans un contexte macro-économique favorable, constituent ce que l'on a coutume d'appeler une politique agricole : une politique de crédit aux exploitants, une recherche de qualité ou des routes de désenclavement... Pas plus que le Japon autrement plus puissant, l'Afrique ne peut faire l'économie de véritables politiques agricoles venant en appui à des améliorations peu spectaculaires des technologies. La stratégie industrielle à un niveau adéquat doit appuyer le secteur agricole à l'aval et à l'amont. Dans ce contexte, les chefs d'exploitations seront amenés à poursuivre de leur propre initiative des stratégies visant à relever la production agricole et affirmeront leurs intérêts professionnels dans un espace politique que l'on peut espérer plus ouvert qu'aujourd'hui.

*
* *

A l'heure actuelle, l'Afrique se trouve contrainte d'afficher la priorité agricole, faute de choix. Et, pour la première fois, le contexte interne est favorable, l'environnement international s'avérant meurtrier pour les productions agricoles africaines. La vocation exportatrice n'aura sans doute pas la place de choix qu'elle a eue et l'industrialisation à marche forcée fait désormais partie des rêves peu accessibles. Dans ce contexte, l'État risque d'être réduit pour longtemps à la portion congrue et les portes de la fonction publique ne s'ouvriront qu'à de très rares scolarisés. L'agriculture redeviendra en conséquence un domaine-clé recevant du sang neuf qui allait auparavant ailleurs.

La crise, toutefois, ne sera salutaire que si elle remet tout à

sa juste place, l'État et ses prétentions hégémoniques, les différentes contradictions de la politique économique, les formes d'organisations supranationales et paysannes, la politique agricole et la protection de la production. Le mode d'emploi de l'ajustement par le pouvoir suscite toutefois des inquiétudes dans la mesure où ne seront retenus que le court terme (priorité à l'ajustement financier) et les ingrédients néo-libéraux (retour aux lois du marché) qui ne peuvent que pénaliser le secteur agricole.

Autrement dit, l'agriculture africaine peut certainement produire plus, pour assurer la meilleure couverture possible des besoins alimentaires des États et de leurs voisins déficitaires, à des coûts acceptables. Elle le peut sans bouleversements profonds de ses systèmes de production, grâce à une politique agricole incitative. Dans le même temps, elle doit se mettre à préparer le devenir de ses systèmes agraires. Ce sera certainement la tâche la plus ardue s'il n'y a pas de changements importants à différents niveaux : construction d'espaces économiques viables, apparition de « syndicats paysans », redéfinition des obligations de l'État vis-à-vis de l'agriculture et des producteurs agricoles.

Georges Courade
ORSTOM-MSA